Grèce : « Kommandantur SPD ? » – Le nom des morts

mardi 5 juin 2012, par GRIGORIOU Panagiotis (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2012).

Les derniers jours qui précèdent les élections à la Baronnie s'avèreront de plus en plus passionnels et passionnants. La drame y est déjà, au même titre que le sang, la mort, les espions, les intimidations et la résistance, et on s'y attend vivement… à un éventuel « appel du 18 juin » ! À moins qu'au soir du 17 juin déjà, un certain « Samarelos » (Samaras et Venizélos), ou un remplaçant surprise, viendra *« faire à la Grèce le don de sa personne pour atténuer son malheur, car en ces heures douloureuses il pense évidemment aux malheureux chômeurs qui dans un dénuement extrême finissent par se suicider »*, surréaliste non ? Seulement, nos derniers suicidés, n'attendent plus rien, leurs comptes du vécu politique étant définitivement et violemment clôturés.

Mercredi très tôt, un homme de 60 ans, Alexandre, s'est pendu sur une place de Nikaia, dans les faubourgs ouest d'Athènes. Son corps a été découvert par les promeneurs matinaux. Il a laissé un ultime message, comme Dimitri le pharmacien et bien d'autres… suicidés sur le champ d'honneur ; l'avaient fait depuis : « *C'est la crise économique qui m'a poussé à accomplir un tel acte. Je ne suis pas connu des services de police, je n'ai jamais bu d'alcool dans ma vie, je n'ai jamais touché aux prostituées ou à la drogue (sic), même pas dans mes rêves, je ne fréquentais pas les cafés non plus car j'ai toujours travaillé du matin au soir. Mais finalement j'aurais commis « un crime énorme » : j'ai monté mon propre entreprise durant mes 41 ans, et depuis, je me suis endetté. Et à présent, je suis encore ce c… alors âgé de 61 ans qui doit rembourser, encore et encore. J'espère maintenant, que mes petits enfants ne naîtront pas en Grèce, car ce pays ne sera plus habité par des Grecs, de toute évidence. Car ainsi au moins, mes petits enfants pratiqueront vraiment une autre langue, au moment où notre langue ici, finira par être complétement abolie. Sauf si, un homme politique ayant des c… comme Margaret Thatcher, nous oblige à changer, nous-mêmes et l'État* » [1]. Le raisonnement méta-politique d'Alexandre diffère de celui de Dimitri, si on compare les deux textes [voir ci-dessous]. Sauf qu'il cartographie cette même impasse dans la projection du futur, implacable et pour tout dire, chez certains, devenu inévitable.

Mardi dernier en Crète, un autre homme, chômeur depuis deux semaines, s'est jeté par la fenêtre du 5e étage à l'hôpital de la Cannée, son épouse qui se trouvait à ses côtés n'a pas eu le temps de l'en empêcher. Normalement, c'était pour rendre visite à une personne de leur entourage, hospitalisée. « Normalement ». Car nos normes sont sur le point d'exploser. C'est dans ce sens aussi que j'ai évoqué lors d'un billet précédent, une société en état de guerre. Et à la télévision, c'était presque le silence. Ces suicides, ne sont plus ces dépêches « convenables » pour les chaines « d'importance » et de la grande diffusion, et ceci depuis avril au moins. L'expertise mainstream et les occupants du pays sont passés par là. Il devient évident désormais que le mécanisme déclenché par ces suicides dans la psychologie collective se réfère potentiellement à la résistance, désespérée certes, mais néanmoins capable de cristalliser (définitivement ?) les consciences à contre-courant du « poly-système matrixien » qui nous déshumanise : bancocratie, classes dominantes et notamment la para-bourgeoisie mafieuse athénienne, nourrie par (et pour) l'occupation allemande et ses structures transnationales de l'U.E. y afférentes, plus, leur piètre personnel politique, parfois aussi administratif ou encadrant, une coproduction mafieuse (aussi) locale. Sans oublier à y joindre enfin dans la liste, ce qui relève en nous, d'un certain contexte culturel, conditionnant représentations et

mentalités, à rejeter, si possible aussi au même titre que le Mémorandum, et sans trop tarder.

La Banque Nationale de Grèce vient de publier mercredi, un rapport catastrophiste sur le « danger de la Drachme et ses conséquences », intervenant ainsi directement au cœur du débat politique. Selon le chroniquer radio, Yannis Calamitsis, l'auteur de ce rapport, est un ancien cadre du FMI, *« joueur transféré depuis à la banque grecque »* (Real FM, 01/06). Des cadres et d'autres employés du système bancaire se sont chargés à rependre par tir groupé de mails, la « bombe » du dit rapport. Alpha-Bank vient de « dévoiler » un rapport analogue par son bulletin mensuel de juin. Certaines grandes entreprises, à l'initiative de leurs directions, ont réuni leur personnel pour l'inciter vivement, à voter pro-mémorandum. Nombreuses sont aussi les fausses nouvelles qui circulent sur internet, entre la déformation systématique des thèses de SYRIZA (devenue récurrente sur la chaine de télévision MEGA), jusqu'aux faux viols de la semaine dernière, alors *« commis sur des adolescentes grecques par des immigrés »*. Le poly-système joue toutes ses billes et nous, sa mise à mort !

Jeudi, un journaliste allemand a questionné son confrère grec, Giorgos Trangas sur son choix éditorial durant une récente émission sur le plateau d'une web-télévision : *« Pourquoi avez-vous préféré consacrer une partie de l'émission à Glezos et à Santas, qu'apporte-t-il de plus, ce rappel historique à répétition ? » « C'était un acte de résistance, toujours utile à rappeler car sa portée dépasse son époque »*, a répondu le journaliste grec (c'est Trangas lui-même, qui a fait partager cette anecdote sur radio Real-Fm, jeudi matin).

C'était dans la nuit du 30 au 31 mai 1941 que Manolis Glezos et Apóstolos Sántas montèrent au sommet de l'Acropole et dérobèrent le drapeau de l'Allemagne nazie qui flottait sur la ville depuis l'entrée des troupes allemandes dans Athènes au 27 avril 1941. Ce geste, rappelé jeudi matin à travers certains de nos médias dont Real Fm, fut le premier acte de résistance en Grèce, et probablement un des tout premiers en Europe. Manolis Glezos (élu député SYRIZA le 6 mai 2012) et Apostolos Santas (décédé le 30 avril 2011), furent condamnés à mort par contumace, Manolis Glezos fut même arrêté et torturé par les occupants en 1942.

Donc on n'oubliera pas. D'autant plus que le peuple allemand de 2012, peut ne plus accepter à suivre cette composante dominante de ses élites, dans leur entreprise de vassalisation de l'Europe sous un 4e Reich, économique et monétaire. Certes, à travers toutes les ramifications du système-monde, beaucoup plus complexe que par le passé, le Merkelisme n'agit pas dans un « splendide isolement ». Ainsi, certains partenaires ex-égaux de l'Allemagne et notamment la France, peuvent encore se leurrer (ou en faire semblant pour gagner du temps qui sait ?) quant à leurs chances de survie souveraine sur le long terme, et sans une redéfinition de leurs alliances en Europe (à travers mais aussi en dehors du cadre moribond et liberticide de l'U.E.). Tout cela nous paraît déjà discutable (et discuté sans tabou), sous notre soleil Syrizien, désormais brûlant entre l'Acropole et le Temple de Thésée.

Cette redéfinition deviendrait urgente, d'autant plus, au sein des familles politiques « européennes », inéluctablement, pour certaines d'entre elles. Car, comment sinon ne pas tenir compte de la politique ouvertement affichée et produite d'occupation, menée par le SPD allemand en Grèce, au même titre que les autres formations politiques de ce pays, à savoir le consortium Merkelien et les Verts. Nous le savions officieusement, mais voilà que le reportage réalisé par notre hebdomadaire satyrique *To Pontiki* (« La Souris » 31/05) [2], en rajoute davantage, et cette fois-ci, il ne s'agit pas de ces ragots, en provenance d'Internet :

« C'est incroyable et pourtant c'est vrai. Les porteurs des intérêts allemands en Grèce, expriment officieusement leur conviction : ces intérêts mobiliseront leurs serviteurs locaux, et ceci sans entraves, indépendamment même des résultats issus des urnes le 17 juin prochain. Notre source

depuis Berlin, nous informe de l'existence d'un « plan B », d'un « plan C » et éventuellement d'un « plan D ». Ainsi aussi, toute cette psalmodie du « Grexit » cache le gagnant principal de ce jeu, c'est à dire les intérêts allemands, qui s'accommodent assez bien d'un euro affaibli. Nous sommes aussi en mesure de dévoiler (même si certains étaient déjà au parfum), du contenu des débats lors d'une réunion entre cadres dirigeants du SPD allemand, tenue durant la soirée du 24 mai, dans la salle Costis Palamas à l'Université d'Athènes. Le problème grec a été analysé dans toutes ses dimensions, et il a été conclu, et par un sentiment général partagé, que la Grèce restera dans la Zone euro.

Parmi les participants à cette réunion « privée », on remarque la présence du chef de la Fondation Adenauer, de l'Ambassadeur Allemand en poste à Athènes, d'un homme-clef, issu du lobby de l'Union des Industriels Allemands, et d'un certain nombre de responsables grecs, tous germanophones, dont l'ex-ministre PASOK, Anna Diamantopoulou (ex-membre aussi de la Commission Européenne). Apparemment, et selon les informations de « la Souris », le lobby allemand travaille très méthodiquement depuis trois ans, surtout, depuis que le Mémorandum I a été paraphé. Ainsi, les créanciers de la Grèce, et surtout Berlin, font désormais valoir et « de droit », leur mainmise sur les avoirs et les ressources potentielles du pays. Et pour mieux faire passer la pilule, ils peuvent desserrer légèrement la corde du Mémorandum au lendemain des élections de juin, pour ainsi préparer sans aucune entrave, la prochaine étape.

Ce n'est pas un hasard non plus, si, au lendemain du 24 mai, une partie de la presse grecque a aussitôt proposé sa « bonne pédagogie » sur la mise en place des « Zones Économiques Spéciales » sous l'impulsion de l'Allemagne, et confiancées par la BCI, l'U.E. et la Banque Allemande d'Investissement. Répondant aux interrogations sur la possibilité effective de l'Allemagne quant à la gestion du « jour d'après » en Grèce, un entrepreneur (grec) en lien avec Berlin, a répondu que les Allemands ont suffisamment ficelé le système politique grec, et pas que grec, via le scandale Siemens. Ils sont par ailleurs bien informés et dans le moindre détail, sur la situation économique des principales branches et entreprises qui les intéressent. Selon notre informateur, les Allemands seraient bien mieux informés que (les Américains) de BlackRock sur les activités des banques grecques, les prêts politiques et/ou semi mafieux, accordés ici ou là, ainsi que sur le détail des comptes dont les titulaires sont des personnalités du monde politique, économique et journalistique grec. Plus précisément, ils ont constitué une base de données concernant 1.250 hautes personnalités, (politiciens, journalistes, patrons de presse, entrepreneurs et banquiers), lesquels sont à la fois entremetteurs et informateurs directs, dans l'interconnexion entre les Allemands et le système local (…) Et pour ce qui est de l'emprisonnement de Akis Tsohatzopoulos (ex-ministre PASOK, mêlé entre autres au scandale Siemens), on sait que le système allemand est capable de sacrifier un certain nombre de ses serviteurs pour se préserver lui-même contre toute défiance. (…) Finalement, l'Allemagne, surtout depuis le Mémorandum II, fait et fera payer la crise grecque aux établissements bancaires et par extension aux gouvernements des autres pays de l'U.E., si on se réfère aux analystes de Bloomberg donc il se sent assez libre pour tout ficeler sur place (…) »

C'est compréhensible. Le microcosme systémique athénien tremble, car SYRIZA, dans la mesure où il n'en fait pas entièrement partie, lui serait alors menaçant. D'où sans doute, l'empressement de Papadémos dans cette intervention demandée (ou quémandée) auprès de José Manuel Barrosso (*« la Grèce doit respecter ses engagements ou sinon quitter la Zone euro »*), dans le but de faire peur aux électeurs grecs. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit, ainsi, certaines mesures abolissant le droit du travail contenus dans les pages du Mémorandum, ont été introduites à l'initiative de l'Union du Patronat grec. C'est Venizélos lui a même qui a vendu la mèche récemment, rapportant les faits devant les journalistes, dans un ultime effort de dédouaner le PASOK de son crime commis sur la société et le pays. « L'orangerie mécanique » de l'U.E. n'est pas très différente : au-delà des intérêts nationaux, ouvertement mis en évidence par certains grands pays, le patronat de chaque membre, c'est à dire ses représentants hommes et femmes politiques, font adopter des

mesures anti-sociales pour les présenter ensuite comme relevant des « acquis européennes », les journalistes inféodés se chargeant de la « bonne pédagogie » ensuite.

Ce système en Grèce est sur le point d'être brisé. Les médias germanophiles (c'est à dire la majorité du monde journalistique) font tout, pour admettre l'idée que le peuple grec est coupable de la catastrophe. *« Ah si tu savais* – me disait hier mon ami informaticien, Manos – *c'est… panique à bord. J'ai un ami qui a longtemps travaillé pour une télé privée, il est technicien de haut niveau, au chômage depuis six mois. Il raconte que ces gens, les patrons n'ont jamais payé d'impôt. En réalité, leurs chaînes, radios et journaux, servent aussi pour du blanchiment d'argent, car ces individus, à part être armateurs, grands promoteurs immobiliers, importateurs de camelote, ils sont aussi le cas échéant, vendeurs d'armes, de drogue ou contrebandiers de carburant à grande échelle. Ils tiennent les politiciens, et leurs journalistes, mais ils sont tenus par les Allemands. »*

Un gouvernement sous l'impulsion de SYRIZA, serait menaçant pour les intérêts de tout ce petit monde et ces gens le savent bien, d'où la guerre menée contre le parti de la Gauche Radicale, guerre de… mauvaise presse, sauf que ce processus devient contre-productif au fil des jours. Anna, une dame très âgée, électrice de Kouvelis, (Gauche Démocratique), se dit prête à voter SYRIZA, « *parce que la guerre faite au petit Tsipras a dépassé toutes les limites de l'acceptable, on nous prend pour des idiots, ce n'est pas possible »*.

Il y a deux semaines, une jeune baleine a fait son apparition à proximité de l'île d'Egine. L'apparition du mammifère marin, un Rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), a été remarquée, étudiée et filmée [3] par les scientifiques de l'Institut de protection de la vie marine « Archipel ». L'animal est resté deux jours dans les eaux du Golfe Saronique avant de reprendre le grand chemin pélagique de la mer Égée. La nouvelle a été rendue publique en différé, pour ne pas mettre en danger la vie de l'animal par les temps qui courent.

On se met à rêver. Un pays libéré, sans PASOK/ND, ni corruption, dont les habitants n'auront des yeux que pour les mammifères marins, par exemple. À propos de la maritimité et de sa géopolitique justement, de l'autre côté de l'Atlantique on caresserait tactiquement ce « même » rêve. Selon l'hebdomadaire *EPIKAIRA* (31/05) [4] « la guerre entre les États-Unis et l'Allemagne passe par la Grèce. Washington ne veut pas voir l'Europe sous une nouvelle domination allemande, ainsi l'administration Obama ne verrait pas d'un si mauvais œil l'accession au pouvoir en Grèce de la Gauche radicale, car tous les autres partis sont issus système allemand et du Mémorandum (…) Aux États-Unis, on considère que SYRIZA changera, tout en restant dans la pratique, beaucoup plus à gauche que le défunt PASOK, et on ne craint pas une rupture entre la Grèce et l'OTAN car elle n'aura pas lieu. (…) D'ailleurs, les Allemands savent aussi, que le PASOK ne remplit plus aucun rôle de premier plan. (…) Il faut souligner que les visées Étasuniennes n'interfèrent pas avec la programmation politique chez SYRIZA, car le parti de la Gauche radicale ne peut pas évidemment « contrôler » la géopolitique du moment, en vogue à Washington. Notons qu'au moment où Schäuble et Merkel menacent les Grecs (« si vous ne votez pas comme il faut, vous sortirez de l'euro »), la Maison Blanche a fait savoir que quel que soit le résultat des élections, il sera respecté. On vient d'apprendre que la secrétaire d'État du Trésor pour les Affaires Internationales, Lael Brainard, ainsi que son confrère Christopher Smart, ont rencontré le ministre « transitoire » d'Économie, Giorgos Zanias. Au menu des discussions, la crise grecque évidemment, car les interlocuteurs américains se sont montrés inquiets des répercussions de cette crise sur l'économie des États-Unis. Washington s'inquiète également de l'absence totale des pages du Mémorandum, de toute perspective de croissance. Madame Brainard a souligné que les États-Unis ont l'intention de soutenir énergiquement la Grèce, pour ce qui est de la croissance et de l'investissement ».

Chez SYRIZA on n'est pas ignorants, mais le sujet ne serait pas ouvertement évoqué. La bienveillance du pays des « Reines Banques » se nomme géopolitique. Un cadre issu de la moyenne

hiérarchie chez SYRIZA, se demandait pourtant l'autre jour, si des agents Étasuniens ne serait-ils pas infiltrés au sein du mouvement, depuis longtemps déjà. Espionite ? Trangas, vendredi matin à la radio, prétend que « *nous devons nous tourner vers l'Ambassade des États-Unis et vers celle de la France* ». Nous voilà donc retournés à l'époque des partis « français », « anglais » et « russe » du 19e siècle. Pour un tel accomplissement d'une « Europe » finalement allemande, le retour à la nation saute aux yeux, plus le Mémorandum, et voilà comment encore une fois, une ex-grande idée ne résiste pas à Thucydide.

Les gens du travail, les gens sans travail, les gens sans rien, ceux qui n'ont jamais triché sur l'avenir, tous nos concitoyens malades du cancer qui depuis ce matin doivent intégralement payer leur traitement « coûteux », ainsi que les enfants admis à l'hôpital athénien « ELENA », privés de médicaments devraient tenir compte de la géopolitique mais aussi et avant tout des rapports entre le capital et le travail. Chez SYRIZA également.

Hier sur l'antenne de Real Fm, Moustafa, un enfant de 9 ans vivant au centre d'hébergement pour réfugies (ayant obtenu l'asile politique), situé à Lavrion (près du Cap Sounion) a témoigné de son autre géopolitique : *« Depuis dix jours nous mangeons du pain trempé dans du thé et rien d'autre. J'ai faim, les enfants grecs à l'école ne me donnent pas à manger, je voudrais un peu de viande et des patates »*. Le personnel du centre d'hébergement n'a pas reçu de salaire depuis six moins, les fournisseurs n'ont pas reçu de règlement non plus. Les employés, déjà insuffisants en nombre, ne se rendent plus sur le lieu de leur travail, ainsi, 267 adultes et 85 enfants sont totalement abandonnés à leur sort. Des habitants ont apporté de la nourriture, mais elle n'a été suffisante que pour deux jours seulement. C'est serré alors, vie et budget, et lorsqu'on se rend à la banque c'est pour payer des factures et encore.

Faillite, bourrasque et esprit bourgeois comme dirait Paul Jorion [5]. On apprend (Real FM, 31/05) que la COFACE n'assurerait plus les risques des transactions entre le monde des affaires et les entreprises grecques, ces dernières doivent désormais prépayer toute commande à l'étranger, zone euro comprise. À Bruxelles on étudierait la fermeture des frontières, seconde étape de décomposition du marché intérieur, après celle de l'euro. Le Traité de Rome se terminerait-il à Athènes ? Ou à Berlin ?

Panagiotis Grigoriou, 1er juin 2012

Le nom du mort

« Le gouvernement d'occupation de Tsolakoglou [6] a littéralement anéanti tous mes moyens de subsistance, qui consistaient en une retraite digne, pour laquelle j'ai cotisé pendant 35 ans, (sans aucune contribution de l'État). Mon âge, ne me permet plus d'entreprendre une action individuelle plus radicale (même si je n'exclus pas que si un grec prenait une kalachnikov je n'aurais pas été le deuxième à suivre), je ne trouve plus d'autre solution qu'une mort digne, ou sinon, faire les poubelles pour me nourrir. Je crois qu'un jour les jeunes sans avenir, prendront les armes et iront pendre les traîtres du peuple, sur la place Syntagma, comme l'ont fait en 1945 les Italiens pour Mussolini, sur la Piazzale Loreto, à Milan ».

Lettre manuscrite du pharmacien retraité âgé de 77 ans qui a mis fin à ses jours sur une pelouse de la place Syntagma le 4 avril 2012.

[7]

Rapidement durant toute la journée du 4 avril, la nouvelle du suicide sur la place de la Constitution a fait son chemin. À part les médias, la rue a été aussi un vecteur essentiel de la nouvelle et surtout de sa portée. Car c'est précisément ce vecteur essentiel qui est créateur de lien politique.

De bouche à oreille et en mouvement perpétuel. Dans la rue et en plein air fertilisant les idées et formant les consciences. C'est ainsi que nous avons pris connaissance de sa dernière lettre, tout comme nous avons aussi appris que ces dernières 24 heures, cinq autres personnes ont « opté » pour le suicide en Grèce. Inlassablement, et de la même manière, « virements automatiques définitifs », imposés par le régime bancocrate. Le dernier suicide connu, alors tard dans la soirée de ce 4 avril, fut celui d'un homme de 38 ans en Crète, un albanais vivant et travaillant chez nous depuis longtemps, père de deux enfants, chômeur de longue durée, il s'est jeté du balcon de son domicile.

À Athènes, c'est à partir de midi que le suicide du matin, a pris de l'ampleur dans le syllogisme collectif. Dans un bistrot du centre ville, un jeune homme s'est montré gêné, car *« le malheureux aurait pu se suicider chez lui »*. Aussitôt, une femme a répliqué en rappelant *« que cet acte, est d'abord un acte politique, au-delà de son aspect tragique, car cet homme s'est suicidé pour nous et pour nous faire réagir, sur cette même place des manifestations, devant le Parlement »*. Le jeune homme a compris.

J'ai senti la portée de cet acte, se transformer en fait politique majeur au fil des heures. À midi déjà, des gens étaient sur place, puis, dans l'après midi et vers le soir, des centaines de personnes redevenaient des témoins actifs du temps présent. Des manifestants lycéens et étudiants se sont rendus devant le monument du soldat inconnu (entre la place et le Parlement), tandis qu'au même moment, les premières compagnies de MAT (CRS) se précipitèrent sur la place.

Au pied du cyprès, des anonymes ont déposé des bouquets de fleurs, des cierges et des dizaines de messages manuscrits appelant notamment « Au soulèvement du peuple » « Soulevez-vous, son sort sera le sort de nous tous », « Salopards gouvernants, un jour nous vous suiciderons » , « Le sang du peuple va vous noyer », « La liberté ou la mort », « Vengeance » , pouvait-on lire sur ces messages écrits, le maître-mot n'étant plus « l'indignation » mais « la vengeance ».

Le soir la place s'est remplie davantage. Notre police prétorienne, œuvrant pour les occupants, intérieurs et extérieurs, a chargé comme d'habitude, Parmi les citoyens passés à tabac par les policiers, il y avait une jeune journaliste de la chaine ANT-1. Puis, il y a eu des interpellations, et tout cet usage de la chimie habituelle. Alchimies encore, du régime bancocrate. Les politiciens ont peur de la rue et nous le savons. Dans l'air du temps, il y a aussi les élections, d'ailleurs toujours hypothétiques, enfermant pourtant, les représentations des partis de gauche dans un carcan tristement étriqué. Un vieil homme que j'ai rencontré sur la place vers 21h, alors très ému, les larmes aux yeux, s'est adressé à un groupe de jeunes ainsi : *« pour une révolution, il faut du sang, prenez les armes et tuez-les »*.

Ce jeudi matin sur la place Syntagma, il y avait encore l'odeur de la chimie policière mais aussi celle de la vie, la notre. Nous étions là, autour du cyprès, porteur désormais de nos messages et surtout du sien. *« Ce n'est pas un suicide, c'est un assassinat politique »*, puis ce nouveau graffiti sur le marbre : *« Le nom du mort devait être Papandréou, le nom du mort devait être Samaras, le nom du mort devait être Karatzaferis… »*.

Par la radio (real-FM), on apprend qu'hier également, une retraitée a mis fin à ses jours en Italie. *« Je ne pouvais plus vivre, d'une retraite amputée ainsi »*, tel fut son ultime message.

Décidément, les messages ainsi ultimes se multiplient à travers l'Eurozone. Notre pharmacien étant un enfant des temps de l'occupation et de la famine de 1941, il a bien détecté l'odeur de l'époque et le vent mauvais. L'occupation revient, et pas seulement que dans les stéréotypes. Peu importe si c'est autrement. L'éditorialiste *Trangas* (real-FM), tient Madame Merkel pour responsable de cette nouvelle mauvaise Europe, mais sur la place Syntagma on se disait que c'est plutôt l'Union Européenne qu'il faut briser. « Eh Grecs, l'U.E. est en train de nous tuer », a crié un homme devant le cyprès.

Les membres d'une équipe de documentaristes venus d'Allemagne se sont confiés il y a quelques jours à un de mes amis : « cette Europe est morte, elle fait du mal à tout le monde », c'est dommage, je n'ai pas pu les rencontrer.

Jeudi midi, Athènes sous une pluie fine, douceur.

Panagiotis Grigoriou, 5 avril 2012

P.-S.

* http://greekcrisisnow.blogspot.fr/2012/04/le-nom-du-mort.html

Notes

[1] source : le journal Protothema : http://www.protothema.gr/greece/article/?aid=200750

[2] http://topontiki.gr/

[3] http://www.archipelago.gr/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=276&cntnt01origid=66&cntnt01detailtemplate=details&cntnt01returnid=66

[4] http://epikaira.gr/eksofyllo.php?id=43615&category_id=124

[5] http://www.pauljorion.com/blog/

[6] Le général Georgios Tsolakoglou, signataire de l'armistice avec les forces allemandes, fut le premier chef de gouvernement grec sous l'Occupation, nommé par les nazis (30/04/1941-02/12/1942). Son nom en Grèce est synonyme de « collaborateur »

[7] source : kathimerini.gr